



Développement durable et territoires

Économie, géographie, politique, droit, sociologie
Lectures (2002-2010)

Jacqueline Estades et Elisabeth Rémy, 2003,
L'expertise en pratique. Les risques liés à la vache
folle et aux rayonnements ionisants, Paris,
L'Harmattan, Collection « Risques Collectifs et
Situations de Crise », 249 pages.

Rémi Barbier



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/2122>

ISSN : 1772-9971

Éditeur

Association DD&T

Référence électronique

Rémi Barbier, « Jacqueline Estades et Elisabeth Rémy, 2003, L'expertise en pratique. Les risques liés à la vache folle et aux rayonnements ionisants, Paris, L'Harmattan, Collection « Risques Collectifs et Situations de Crise », 249 pages. », *Développement durable et territoires* [En ligne], Lectures (2002-2010), Publications de 2003, mis en ligne le 12 juin 2006, consulté le 21 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/2122>

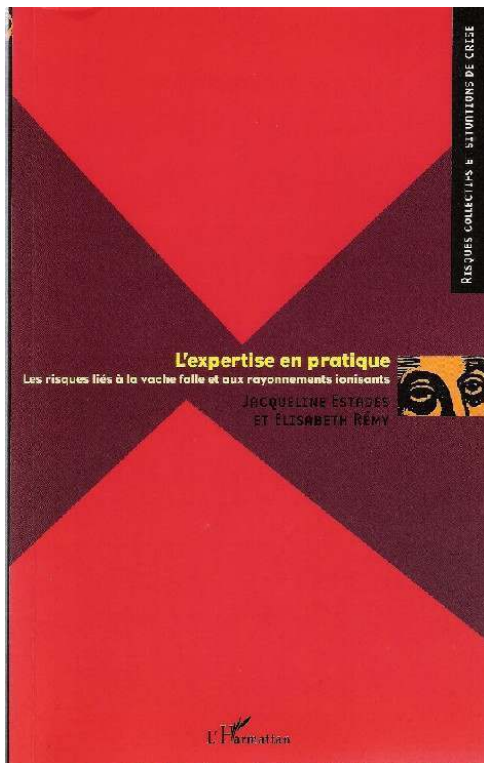
Ce document a été généré automatiquement le 21 avril 2019.



Développement Durable et Territoires est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale 4.0 International.

Jacqueline Estades et Elisabeth Rémy, 2003, L'expertise en pratique. Les risques liés à la vache folle et aux rayonnements ionisants, Paris, L'Harmattan, Collection « Risques Collectifs et Situations de Crise », 249 pages.

Rémi Barbier



- 1 On connaît bien désormais les principaux ingrédients des crises sanitaires et environnementales qui émaillent l'actualité : une alerte mobilisant les personnes concernées et l'opinion ; des experts convoqués en hâte et mis en demeure d'éclairer la décision politique ; une référence constante à la précaution. L'ouvrage de J. Estades et E. Rémy, issu d'une recherche conduite dans le cadre du programme « Risques Collectifs et Situation de Crise » dirigé par C. Gilbert, apporte à son tour une pierre à la compréhension de la forme sociale « alerte au risque », dont les manifestations récurrentes appellent un effort renouvelé d'analyse. Il le fait en abordant plus particulièrement le rôle et le fonctionnement de l'expertise dans deux crises récentes : celle dite de la « vache folle », consécutive à l'annonce par les autorités britanniques d'une possible contamination de l'homme par le vecteur de l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB), et celle provoquée par la publicisation des résultats controversés de l'étude épidémiologique de J.-F. Viel sur des leucémies imputables aux rejets de l'usine de retraitement des déchets nucléaires de La Hague.
- 2 S'il est peut-être lié à de prosaïques questions d'opportunité, le choix de ces deux dossiers, traités en parallèle tout au long de l'ouvrage, se révèle déjà pertinent par sa capacité à illustrer la variété de la forme sociale « alerte au risque ». Certes, dans les deux cas étudiés, l'alerte débouche sur une crise et conduit au « mariage de raison » entre les autorités publiques et des comités d'experts *ad hoc* ; de même, la référence à la précaution est omniprésente. Toutefois, plusieurs éléments concourent à l'établissement de rapports très différents au sein de la triade politiques – experts – publics : les statuts respectifs des lanceurs d'alerte ; les niveaux initiaux de connaissances disponibles et la réserve d'expertise et d'experts ; la nature même des vecteurs de risque : d'un côté, des agents largement inconnus et ubiquistes, les prions ; de l'autre, des radio-éléments dont les

effets sont étudiés depuis des décennies. Les auteurs décrivent alors l'émergence d'une forme classique d'expertise dans le cas de l'ESB : le pouvoir politique se place d'emblée et publiquement sous l'autorité d'un comité d'experts, certes pluridisciplinaire mais scientifico-centré. La configuration est différente pour La Hague. D'une part, l'expertise s'insère dans un jeu administratif complexe autour du contrôle de l'industrie nucléaire : elle fournit aux ministères de la santé et de l'environnement une occasion de reprendre la main sur ce dossier face à l'exploitant (COGEMA). D'autre part, le caractère territorialement circonscrit du risque favorisera la mobilisation de groupes concernés, notamment les « mères en colère », et leur intégration au comité d'experts.

- 3 L'analyse présentée est en décalage avec ce que laisse présumer le titre de l'ouvrage. On reste en effet au seuil de ce que les auteurs appellent la « cuisine de l'expertise » : les avis des comités sont certes disséqués, mais on ne pénètre pas véritablement au cœur de leur fabrication. Cela aurait sans doute nécessité un dispositif d'enquête différent, et peut-être hors de portée : participation aux réunions des comités, décrites ici simplement comme « proches du déroulement d'un séminaire scientifique interdisciplinaire » (p. 118) ; mais surtout une analyse approfondie du travail des modélisateurs ou des épidémiologistes, acteurs centraux de l'expertise. Or, si l'Institut de Protection et de Sûreté Nucléaire est bien qualifié de « colonne vertébrale » du comité d'experts de La Hague, dans la mesure où c'est lui qui « propose les modèles, prépare les calculs et rédige les notes techniques » (p. 136), on ne saura toutefois pas grand-chose de ce qui s'y passe. De même, on ne pénétrera pas dans les méandres de l'épidémiologie, cette « façon de penser un peu particulière » (p. 55) qui joue un rôle décisif dans l'alerte et l'identification des facteurs de risque. Au chapitre des regrets, on ajoutera également que la publication de l'enquête sous forme d'ouvrage aurait pu être l'occasion d'éliminer ou de préciser certaines formulations parfois elliptiques, et de limiter l'usage des citations, surtout lorsque l'interlocuteur est traité en simple informateur. Cela dit, les nombreux entretiens réalisés et l'analyse détaillée de la production écrite des deux comités d'experts permettent aux deux sociologues de mener une réflexion stimulante sur les différentes étapes d'une expertise de crise, étapes qui fournissent la trame générale de l'ouvrage : convocation par le politique ; organisation interne et production des comités d'experts ; enfin, inscription dans la durée par la mise en place d'une vigilance collective.
- 4 L'étude du fonctionnement des comités est l'un des apports originaux de cette étude. Prenons le cas du « comité Dormont » sur les prions. D'emblée, ses membres, des « novices en expertise » brusquement sortis de la quasi-marginalité à laquelle les cantonnait un thème de recherche jusqu'alors peu reconnu, entendent circonscrire précisément leur domaine de compétences. Il s'agit pour eux de contenir les velléités des pouvoirs publics de les enrôler le plus loin possible dans le processus décisionnel, au-delà du cadre de leur mandat initial ou de ce qu'autorisent les données scientifiques. Ils établissent pour cela des procédures de communication très strictes avec les autorités. Ainsi, questions et réponses devront passer exclusivement par l'écrit : l'écriture fonctionne à la fois comme une contrainte (elle oblige à un travail de clarification des propos), et comme une ressource de traçabilité : cela limite le risque que les réponses soient « manipulées par les médias ou les politiques au gré de la montée de la crise » (p. 89). L'écriture est aussi un outil de régulation interne : « se donner comme règle la production itérative d'avis écrits jusqu'au consensus final est une façon d'affronter l'épreuve des controverses inhérentes à tout collectif de recherche » (p. 170). Par ailleurs, le comité s'interdit de donner un avis sur celui d'autres instances éventuellement

sollicitées par le politique : en cas d'éventuel désaccord, c'est bien aux décideurs qu'il reviendra de décider. Ce que les auteurs décrivent ici est assez proche du comportement des membres des corps professionnels, contraints, comme le rappelle B. Lahire à la suite de M. Halbwachs, de « créer des séparations institutionnelles [au moyen notamment d'échanges réglés avec l'extérieur] s'ils ne veulent pas être pénétrés par des logiques exogènes » (Lahire, 2001, p. 45). Mais dans le même temps, au nom d'une conception pragmatique de la précaution et d'une prise en compte des impératifs de la décision publique, les membres du « comité Dormont » vont apprendre à « glisser vers d'autres postures » que celles des « chercheurs arc-boutés sur leur discipline » (p. 159). Ils accepteront ainsi à l'occasion de se rapprocher d'une « posture de prescripteur » auprès des pouvoirs publics. En fin de compte, expliquent les auteurs, c'est ce « jeu des frontières flottantes » entre différentes postures qui permet aux membres du comité de « réguler leur enrôlement dans le processus décisionnel » (p. 163).

- 5 L'ouvrage apporte également un éclairage sur la question très actuelle des rapports entre experts et profanes. On n'est certes pas étonné de la mobilisation associative locale autour de La Hague : la population concernée est géographiquement circonscrite, la reconstitution des doses de radiations reçues implique également d'identifier des « groupes de référence », des habitudes de vie et pratiques locales, autant d'éléments dont les professionnels consentent bon gré mal gré à partager l'expertise avec ceux qui les incarnent. De notre point de vue, l'originalité sur ce plan se situe plutôt dans les perspectives esquissées pour une mise en discussion de la « démocratie technique ». Prenons pour cela l'étude dosimétrique menée autour de La Hague. Faut-il prendre en compte, dans les pratiques significatives de ce point de vue, l'épandage par les jardiniers amateurs du Nord-Cotentin d'algues potentiellement contaminées ? Le « citoyen avisé », comme il se qualifie lui-même, qui soulève cette question est un profane d'un genre un peu particulier : c'est un universitaire spécialiste de radioprotection et de radiobiologie. Si son attention est attirée sur cette pratique locale, cela est dû à la conjonction de sa « mémoire des lieux » et de son expertise professionnelle : c'est à ce titre qu'il sait que les algues sont utilisées comme bio-indicateurs, en raison précisément de leur capacité à accumuler les radioéléments. Autre question : les modes de vie diffèrent-ils entre ruraux et citadins ? Oui, affirme un profane ; non, conclut une enquête statistique, à la surprise du profane. D'où une triple interrogation : sur la relativité même de la notion de « profane » ; sur l'insuffisance des procédures participatives les mieux conçues lorsque lui font défaut de tels « citoyens avisés » ; et enfin sur le caractère faillible de toute expertise, y compris l'expertise profane du quotidien. Sur un autre plan, les propos recueillis permettent d'avancer l'hypothèse selon laquelle l'acculturation à la démocratie technique pourrait se faire autour de lieux communs très banals, comme celui qu'on peut qualifier « d'effet nez dans le guidon » : au fond, puisque le propre d'un expert est justement d'être plongé dans sa spécialité, il pourrait concevoir que des « choses énormes » qui n'avaient pas été vues puissent l'être uniquement depuis un point de vue extérieur (p. 125). Inversement, la figure de « l'acharnement », métrologique en l'occurrence, servira à borner la revendication d'une ouverture systématique de toutes les boîtes noires sur lesquelles, nécessairement, se fondent les avis d'experts.
- 6 La dernière partie de l'ouvrage fournit aux auteurs la possibilité d'introduire ce qu'elles nomment la « pragmatique de la précaution ». Dans les deux cas, il s'agit au fond pour les acteurs d'inventer les moyens de s'obliger à la vigilance, de se contraindre à penser en permanence au risque, même lorsque rien ne permet d'en attester la venue. Cela renvoie

d'un côté à la mise en place d'une « traque généralisée du prion », aussi bien sur les pailles que sur les chemins qui relient « l'étable à l'assiette » ; de l'autre côté, cela passe par la stabilisation d'un accord sur l'hypothèse de « linéarité sans seuil des effets des radioéléments », que les auteurs interprètent comme une « façon de dire que l'on s'inquiète toujours ; même faible, la menace est toujours présente » (p. 184). Au fond, si, comme l'a suggéré Mary Douglas (1992), « la pollution est un danger qui menace les étourdis », c'est bien à un renouvellement et à une dissémination de l'économie de la vigilance qu'invite la précaution.

7 Références bibliographiques citées :

8 Lahire B., 2006 [1998], *L'homme pluriel. Les ressorts de l'action*, Paris, Hachette Pluriel, 372 p.

9 Douglas M., 1992 [1967], *De la souillure. Etudes sur la notion de pollution et de tabou*, Paris, La Découverte, 193 p.

AUTEUR

RÉMI BARBIER

Rémi Barbier est sociologue, maître de conférences à l'Ecole Nationale du Génie de l'Eau et de l'Environnement de Strasbourg, chercheur associé au Laboratoire lorrain de sciences sociales. E-Mail : remi.barbier@cemagref.fr